



Les retraités (16,5 millions de personnes, soit 1/4 de la population) subissent une dégradation constante de leur niveau de vie (blocage des pensions et ponctions fiscales injustes).

Ça suffit, les retraités ne sont pas des nantis

Avec les organisations syndicales et leurs associations val de marnaises ils dénoncent cette situation.

MANIFESTATION UNITAIRE

des retraités d'Île de France

MARDI 24 NOVEMBRE 14h

de la Place du Président Mithouard Paris 7^{ème}

(Métro : Saint-François-Xavier)

au Ministère des affaires sociales et de la santé

Les retraités subissent :

- une baisse constante de leur pouvoir d'achat,
- des charges injustes qu'ils supportent seuls et qui ne cessent d'augmenter,
- le poids de la TVA, l'impôt le plus inégalitaire,
- le poids du coût de la santé,
- le rejet des instances décisionnaires qui les concernent.

Actuellement :

- 10 % des retraités sont en dessous du seuil de pauvreté et les femmes sont les plus touchées.
- La pension moyenne brute est de 1306 €/mois et seulement 993€ pour les femmes contre 1642€ pour les hommes.
- Le gouvernement refuse de prendre en compte l'évolution générale des salaires dans le calcul des pensions : en 20 ans l'écart de niveau de vie salariés-retraités atteint 22%.
- Loin de toute solidarité, la perte d'autonomie n'est pas financée par la Sécurité Sociale, mais uniquement par les retraités à travers la CASA (Contribution pour l'Aide Sociale à l'Autonomie) et le désengagement progressif de la Sécurité Sociale rend l'accès à la santé difficile pour les retraités.
- La destruction de la Fonction Publique et des services publics pèse lourdement sur les retraités.
- Quant à leur patrimoine, il est scandaleux de confondre dans une moyenne celui des anciens salariés et celui des Bettencourt, Wendel...

Les retraités manifesteront le 24 novembre à 14h

avec les organisations syndicales et les associations de retraités

de la Place du Président Mithouard Paris 7^{ème}

Métro : Saint-François-Xavier

vers le ministère des affaires sociales et de la santé

pour dire que d'autres choix politiques sont possibles pour augmenter les pensions avec une meilleure répartition des richesses

- Les exonérations de cotisations patronales coûtent 30 milliards d'€ à l'État et profitent aux seuls actionnaires,
- les allègements de charges des entreprises coûtent 30 à 35 milliards à l'État sans aucune contrepartie sur l'emploi,
- la part des pensions dans le PIB n'a pas augmenté bien que les retraités soient plus nombreux.

Les retraités revendiquent :

- une augmentation substantielle des pensions prenant en compte l'évolution des salaires,
- l'abrogation de toutes les mesures fiscales régressives pour les salaires et les retraites,
- une loi d'adaptation de la société au vieillissement avec prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale,
- le développement des services publics, indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.